

PAPIER DE POSITION

ÉCONOMIE

DURABLE

Approuvé par l'assemblée générale du 29 mars 2025 à Berne

Contenu

Vision.....	3
Analyse de la Situation	4
Revendications	6
1. UN PLAFOND PLUS EFFICACE DANS LE SYSTÈME EUROPÉEN D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'ÉMISSION	6
2. RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES	7
3. LA TRANSFORMATION PAR LE LIBRE-ÉCHANGE	8
4. SUPPRESSION DES SUBVENTIONS CONTRE-PRODUCTIVES	9
5. PASSEPORTS NUMÉRIQUES DE PRODUITS.....	10
Liste des notes de bas de page	10

Vision

Nous, les Jeunes Vert'libéraux, soutenons une économie qui favorise la prospérité économique et sociale ainsi que le progrès, sans pour autant mettre en danger l'environnement.

Notre économie est l'élément moteur de la prospérité de la Suisse et de notre qualité de vie élevée. L'esprit d'entreprise crée des emplois et donc des opportunités pour de nombreuses personnes. En outre, ce moteur économique est indispensable pour les services publics qui garantissent une qualité de vie élevée et l'égalité des chances pour la population. La promotion économique est indispensable à la recette du succès de la Suisse.

Aujourd'hui déjà, les entreprises suisses investissent dans le monde entier dans des technologies durables, élaborent des solutions pour relever les défis mondiaux et établissent des normes pour une économie responsable. Il faut continuer sur cette voie afin que la croissance ne nuise pas à notre planète. Les entreprises sont nos partenaires, avec lesquels nous pouvons réaliser ce changement et l'économie circulaire est la bonne voie pour y parvenir.

Les innovations, des conditions-cadres attractives et la liberté d'entrepreneuriat peuvent renforcer cette transformation. Les politiques doivent créer les conditions-cadres nécessaires à cet effet. Autrement, les réglementations excessives, les monstres bureaucratiques inefficaces et les impôts trop élevés sur les entreprises étoufferont cette transformation.

En tant que jeune parti libéral, nous sommes convaincus de l'importance de la responsabilité individuelle. Nous sommes convaincus qu'une économie juste et libérale repose sur la responsabilité individuelle et le principe du pollueur-payeur. Les particuliers comme les entreprises sont responsables des coûts environnementaux qu'ils engendrent.

Les piliers d'une politique économique durablement efficace sont le libre-échange et l'ouverture ; une réglementation efficace, fondée sur le marché et sur des principes ; la lutte contre la bureaucratie ; la vérité des coûts et le principe du pollueur-payeur ; la responsabilité des entreprises ; la promotion de l'économie circulaire ; l'innovation et la recherche.

En osant trouver des solutions et en faisant confiance à la créativité de la société, nous créons les conditions-cadres dans lesquelles l'innovation durable peut prospérer et où la responsabilité va de pair avec la liberté économique. Ensemble, nous façonnons un monde dans lequel la réussite entrepreneuriale et la conscience environnementale ne sont plus contradictoires, mais constituent la base d'un meilleur avenir.

Analyse de la Situation

L'économie suisse est confrontée à des défis majeurs en matière de développement durable. Malgré son image respectueuse de l'environnement, la Suisse continue de produire beaucoup de déchets et de consommer beaucoup de ressources primaires. Les conséquences de l'économie suisse se font sentir dans le monde entier.

L'empreinte écologique de la Suisse est 2,5 fois supérieure à la biocapacité de la Terre¹. Les ressources sont souvent considérées comme des biens gratuits, alors qu'elles sont précieuses. Il est donc plus avantageux de jeter les produits et les matériaux en fin de vie plutôt que de les recycler. Cette gestion des ressources non renouvelables, telles que les énergies fossiles, les métaux, les minéraux, l'eau et les terres, est au cœur de nombreuses atteintes à l'environnement causées par l'économie. Les conséquences sont multiples : outre le changement climatique, il faut citer la pollution de l'air, la pollution de l'eau potable et les changements d'affectation des sols, qui menacent l'habitat naturel de nombreuses espèces et donc la biodiversité.²

Notre économie fonctionne de manière linéaire : cela signifie que les ressources sont extraites, transformées puis éliminées (en anglais : « **take, make, dispose** »). Pour de nombreuses entreprises, le développement durable est déjà une priorité et elles investissent dans le développement de produits, de services et de méthodes de production durables. Ces efforts sont louables et importants. Pour que la croissance économique et la prospérité restent possibles sans que l'environnement ne subisse des dommages démesurés, il est nécessaire de repenser fondamentalement l'économie linéaire et de passer à une économie circulaire. Cela va au-delà du recyclage en tant que seule méthode de réutilisation. Pour que ce changement se produise, de nouveaux modèles commerciaux innovants doivent pouvoir s'imposer.

Les coûts écologiques et sociaux engendrés par ces multiples crises environnementales sont aujourd'hui répercutés sur les générations futures et la collectivité. Les prix du marché ne tiennent pas compte de ces coûts. Cette absence de vérité des coûts fausse la concurrence et favorise les pratiques néfastes pour l'environnement, qui pourraient nous coûter cher à l'avenir.

Les Jeunes Vert'libéraux préconisent la promotion de l'économie circulaire et l'internalisation des coûts externes pour résoudre ces problèmes. En outre, des

approches créatives telles que les innovations technologiques et les coopérations internationales doivent être utilisées pour rendre l'économie mondiale plus durable. Ces mesures exigent du courage, de l'innovation et un large consensus social pour orienter l'économie suisse vers un avenir durable et respectueux de l'environnement.

Revendications

1. UN PLAFOND PLUS EFFICACE DANS LE SYSTÈME EUROPÉEN D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'ÉMISSION

Dans le cadre du système européen d'échange de quotas d'émission, la Suisse doit s'engager, si cela s'avère nécessaire, pour une réduction effective des quotas.

Mode d'action : Les émissions de CO₂ dans notre atmosphère engendrent des coûts élevés qui doivent ensuite être supportés par la collectivité. Parmi ces émissions, celles qui sont produites de manière démesurée par les entreprises constituent un problème particulièrement grave. C'est pourquoi leur réduction est un élément important pour une économie durable. **On y parvient en appliquant le principe du pollueur-payeur et en faisant jouer la vérité des coûts.** Les Jeunes Vert'libéraux saluent et soutiennent le concept d'échange de quotas d'émission, qui est une mesure libérale, économiquement viable et extrêmement efficace pour lutter contre les émissions de CO₂.

La Suisse a déjà mis en place un tel système d'échange de quotas d'émission. En 2020, elle a franchi une étape historique en reliant par contrat et par voie électronique les systèmes d'échange de quotas d'émission de la Suisse et de l'UE. Les entreprises suisses opèrent ainsi dans les mêmes conditions de marché que les entreprises des pays européens voisins³.

Le système d'échange de quotas d'émission fonctionne selon le mécanisme «cap and trade». Il existe une quantité limitée de certificats de CO₂ qui sont négociés dans le cadre de ce marché. Un tel certificat donne à son détenteur le droit d'émettre exactement une tonne de dioxyde de carbone. Afin d'inciter à réduire autant que possible les émissions de CO₂ et de contribuer ainsi aux objectifs climatiques de l'UE, la quantité de certificats est réduite chaque année. Cette raréfaction est nécessaire pour que le prix du marché des certificats incite les entreprises à réduire réellement leurs émissions. Si le prix par tonne de CO₂ baisse à tel point que l'incitation à réduire les émissions disparaît pour les entreprises, l'offre de certificats doit être encore plus fortement réduite⁴. Dans ce système, toutes les entreprises doivent mesurer leurs émissions individuelles et ensuite communiquer les valeurs mesurées. Cela permet de déterminer le nombre de certificats dont elles ont besoin pour leurs émissions annuelles de CO₂. Si les chiffres communiqués ne correspondent pas à la réalité, des amendes élevées sont infligées.

Mise en œuvre : Les prix de vente des certificats ne doivent pas être inférieurs à un certain prix. Comme valeur de référence, on peut utiliser le prix de la tonne de CO₂ fixé

par la taxe sur le CO₂. Il convient de vérifier régulièrement s'il y a surallocation. Le cas échéant, la Suisse doit rapidement s'engager en faveur d'une raréfaction plus stricte.

2. RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

La Suisse doit s'aligner sur les nouvelles réglementations de l'UE en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et créer son propre cadre de travail en accord avec les normes internationales. Les initiatives existantes en matière de RSE doivent être complétées afin de garantir des pratiques commerciales équitables et durables.

Mode d'action : Pour nous, Jeunes Vert'libéraux, l'entrepreneuriat n'est pas une voie à sens unique. Les entreprises ont une grande responsabilité et doivent veiller à ce que les droits humains soient respectés tout au long de leurs chaînes de valeur. Les entreprises d'une certaine taille doivent être tenues de prendre des mesures de diligence raisonnable afin de garantir le respect des normes environnementales, des droits humains et de conditions de travail équitables.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont conduit à une dispersion des responsabilités. Les problèmes environnementaux de toutes sortes, qu'il s'agisse du changement climatique ou de l'extinction des espèces, ne s'arrêtent pas aux frontières nationales. Nous, les Jeunes Vert'libéraux, sommes convaincus des bienfaits du libre-échange international : il favorise la prospérité dans le monde entier, l'innovation par le partage des connaissances et la paix entre les nations.

Une solution suisse indépendante et adaptée à l'UE présenterait deux avantages : premièrement, elle permettrait aux entreprises de connaître les exigences à l'avance, au lieu de les mettre sous pression plus tard par des exigences externes. Deuxièmement, elle pourrait prendre en compte les spécificités de l'économie suisse, par exemple en mettant en place des systèmes d'incitation intelligents plutôt que de recourir à une bureaucratie excessive. En complément, des mesures volontaires de RSE se sont établies ces dernières années, ce qui témoigne d'une autorégulation croissante de l'économie. Une réglementation nationale peut encourager et normaliser ces évolutions positives sans compromettre la compétitivité.

L'intégration croissante des règles facultatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE) dans l'économie suisse est également une évolution positive. Les secteurs particulièrement exposés tels que la finance, le textile et les matières premières se dotent de plus en plus de leurs propres réglementations, souvent motivés par un contrôle interne et une surveillance externe de la part des médias et des ONG.

C'est pourquoi, si nous, les Jeunes Vert'libéraux, reconnaissons qu'il est nécessaire d'agir en matière de responsabilité des entreprises, nous saluons également les

évolutions positives de ces dernières années, que notre économie a réalisées sans grande intervention de l'État.

Mise en œuvre : la Suisse devrait développer son propre cadre juridique en matière de responsabilité des entreprises, qui s'inspire des directives de l'UE tout en s'adaptant de manière flexible aux besoins de l'économie locale. Les secteurs particulièrement exposés s'imposent de plus en plus des réglementations en matière de responsabilité sociétale des entreprises, souvent sous l'effet de contrôles internes et de surveillance externe.⁵ Les efforts législatifs de la Confédération devraient s'appuyer sur ces initiatives. Il s'agit notamment d'ancrer dans la loi les obligations de diligence pour les entreprises ayant des relations commerciales internationales pertinentes. Afin d'éviter une réglementation excessive, les mesures existantes en matière de RSE et les initiatives sectorielles devraient être reconnues et encouragées.

Un modèle à plusieurs niveaux pourrait imposer des obligations différentes aux entreprises en fonction de leur taille et de leur exposition aux risques. Les grandes entreprises ayant des chaînes d'approvisionnement mondiales devraient être soumises à des obligations de diligence contraignantes, tandis que les PME pourraient être encouragées à respecter ces obligations de manière volontaire par des incitations ciblées. Parallèlement, des mesures d'accompagnement favorables aux entreprises, telles qu'un point de contact central pour les questions de conformité ou des incitations fiscales pour les pratiques commerciales durables, devraient faciliter la mise en œuvre. Afin d'éviter toute bureaucratie superflue à ce stade, il convient de recourir à des textes explicatifs complets et à un système d'intelligence artificielle adapté lors du premier contact.

3. LA TRANSFORMATION PAR LE LIBRE-ÉCHANGE

Nous demandons que le libre-échange soit encouragé en tenant compte des aspects de la durabilité.

Mode d'action : avec 33 accords de libre-échange conclus avec 43 partenaires, la Suisse dispose d'un large accès aux marchés étrangers.⁶ Nous voulons continuer à promouvoir le libre-échange tout en veillant à ce que la durabilité soit prise en compte.

Nous sommes convaincus que le libre-échange favorise la croissance économique et donc la prospérité de la Suisse. Il permet de garantir des prix compétitifs, une offre étendue pour les consommateurs, des incitations à l'investissement grâce à une concurrence accrue et des opportunités de croissance pour les entreprises exportatrices.

Cependant, l'augmentation du libre-échange entraîne également une augmentation des transports et des émissions qui y sont liées. Mais cela ne doit pas nécessairement être contradictoire. Dans certains cas, la pollution causée par les marchandises importées peut

être inférieure à celle des produits nationaux, malgré un trajet plus long.⁷ En ce qui concerne le transport de marchandises importées, les économies d'échelle d'une part, et les moyens de transport d'autre part (le transport maritime et ferroviaire sont nettement moins polluants que le transport aérien) font que les émissions causées par le transport ne font pas partie de la catégorie la plus importante.⁸ Le mode de production est généralement plus important que le trajet et le moyen de transport.⁹

L'accord de libre-échange avec l'Indonésie, que la Suisse a conclu en 2021, a été le premier à inclure des exigences claires pour un commerce durable de l'huile de palme.¹⁰ La Suisse avait déjà adopté la stratégie d'intégrer des conditions de durabilité dans les accords de libre-échange. Les accords de libre-échange incluant des critères de durabilité sont de plus en plus fréquents.¹¹ La Suisse a l'intention d'étendre le libre-échange au-delà de ses partenaires européens, en incluant d'autres pays émergents.¹² Ces efforts sont fondamentalement positifs pour la prospérité de la Suisse - il ne faut pas manquer l'occasion d'y intégrer également des critères de durabilité.

Mise en œuvre : Les nouveaux accords de libre-échange doivent impérativement contenir des critères de durabilité efficaces, dont le respect peut être vérifié. Les infractions doivent être systématiquement sanctionnées. Les évaluations politiques qui analysent les impacts écologiques de tels accords peuvent améliorer leur efficacité. Ces derniers doivent être adaptés en fonction des résultats obtenus.¹³

4. SUPPRESSION DES SUBVENTIONS CONTRE-PRODUCTIVES

Nous exigeons que les subventions fédérales soient compatibles avec les objectifs climatiques de l'État. Les subventions contre-productives doivent être progressivement abolies.

Mode d'action : la Confédération accorde chaque année environ 50 milliards de francs suisses de subventions.¹⁴ Ces subventions doivent impérativement être compatibles avec les objectifs climatiques de l'État fédéral et ne pas s'y opposer.

Les subventions et les aides accordées à l'industrie laitière et à l'élevage ont pour but de renforcer la production de biens de première nécessité. Cependant, elles ont pour conséquence principale de tirer les prix des produits alimentaires d'origine animale vers le bas par rapport à d'autres denrées alimentaires.¹⁵ L'élevage et la production laitière sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre.¹⁶ En raison de la non-intériorisation des dommages environnementaux causés par les émissions, la consommation de produits alimentaires d'origine animale est plus élevée qu'elle ne devrait l'être. Cela va à l'encontre de la stratégie climatique à long terme de la Suisse.¹⁷

Les subventions accordées au tourisme en sont un autre exemple. Le tourisme est certes un pilier économique important, en particulier pour les régions à faible revenu en Suisse, mais c'est aussi un secteur industriel qui émet beaucoup de gaz à effet de serre.¹⁸ Il est

donc nécessaire de subordonner clairement la promotion du tourisme à des objectifs climatiques pour le secteur.

Les exceptions à la taxe sur les huiles minérales, qui s'appliquent par exemple à l'agriculture, font également partie de ces subventions. Il convient d'examiner, de réévaluer et, le cas échéant, de supprimer les subventions et les exonérations fiscales qui sont nuisibles à l'environnement, afin de rendre la tarification et les incitations plus cohérentes à tous les niveaux.¹⁹

Voici comment cela pourrait être mis en œuvre : il faut examiner l'impact des subventions sur le climat. Il faut mettre fin aux subventions qui favorisent les émissions. La loi fédérale sur les aides financières et les indemnités (LSu) doit être adaptée en conséquence.

5. PASSEPORTS NUMÉRIQUES DE PRODUITS

Afin de rendre le recyclage des matériaux plus efficace, les passeports numériques de produits constituent une mesure prometteuse et appropriée. En collaboration avec le secteur privé, l'État doit soutenir et financer des projets pilotes et faire rapport à ce sujet.

Mode d'action : Afin de réduire l'utilisation de matières premières, les produits doivent être utilisés plus longtemps et recyclés à la fin de leur vie. L'un des principaux obstacles à l'amélioration des taux de recyclage, mais aussi des possibilités de réparation, est le manque d'informations sur les produits.²⁰ Selon le type de produit, le mélange de matériaux utilisé, le mode de production et d'autres informations sur le cycle de vie sont d'une grande importance pour maintenir plus longtemps dans le circuit les produits de consommation ou, par exemple, les déchets du secteur de la construction.²¹ La collecte et le tri ne suffisent pas pour recycler de manière optimale les produits en fin de vie. Les passeports numériques des produits ont le potentiel de permettre une économie plus circulaire.

Un passeport numérique de produit doit fournir ces informations manquantes, telles que l'origine, les matériaux, les processus utilisés, etc. et ainsi rendre les processus de tri et de recyclage plus efficaces. Ces informations seraient disponibles pour tous les acteurs de la chaîne de production ainsi que pour les consommateurs et permettraient d'avoir une meilleure vue d'ensemble lors de l'achat.

Mise en œuvre : les passeports numériques de produits sont actuellement un concept théorique qui doit être testé dans la pratique. La Suisse doit lancer et financer des projets pilotes pour les secteurs ayant un impact environnemental particulièrement élevé. Il s'agit d'un investissement dans l'innovation des modèles commerciaux pour l'économie circulaire. Les résultats, les succès et les enseignements doivent être consignés dans des rapports publics.

Liste des notes de bas de page

- [1] [Bundesamt für Statistik \(2024\). Der ökologische Fussabdruck der Schweiz.](#)
- [2] [PwC & WWF \(2021\). Circularity as the new normal.](#)
- [3] [Bundesamt für Umwelt. Verknüpfung der Emissionshandelssysteme Schweiz-EU.](#)
- [4] [SRF ECO \(2020\). Schwerpunkt zum CO2-Emissionshandel.](#)
- [5] [Avenir Suisse: Gesellschaften mit voller Haftung.](#)
- [6] [Staatssekretariat für Wirtschaft: Freihandelsabkommen.](#)
- [7] [Zhiyenbek et al. \(2016\). Ökobilanzierung Früchte- und Gemüseproduktion. *ETH*.](#)
- [8] [Schreiner et al \(2017\): Die "letzte Meile" im Schweizer Detailhandel : CO2-Emissionen in Distributionskanälen im Vergleich. *Cuvillier Verlag*.](#)
- [9] [Matthias Benz \(2021\): Regionale Lebensmittel schonen die Umwelt – das stimmt nicht immer. *NZZ*.](#)
- [10] [Staatssekretariat für Wirtschaft: Indonesien.](#)
- [11] [Velut et al. Comparative Analysis of Trade and Sustainable Development Provisions in Free Trade Agreements. *LSE*.](#)
- [12] [Staatssekretariat für Wirtschaft \(2024\). Lagebericht Schweizer Volkswirtschaft 2024.](#)
- [13] [Institute for European Environmental Policy. Leveraging free trade agreements for sustainability.](#)
- [14] [Datenportal des Bundes. Übersicht Subventionen 2023.](#)
- [15] [Gubler et al. \(2020\). Biodiversitätsschädigende Subventionen in der Schweiz. Grundlagenbericht. *WSL*.](#)
- [16] [Lobsinger et al. \(2022\). Indirekte Kosten unterschiedlicher Ernährungsstile in der Schweiz. *BSS und Kalaidos Fachhochschule Schweiz*.](#)
- [17] [Bundesamt für Umwelt. Langfristige Klimastrategie 2050.](#)
- [18] [World Tourism Organisation. \(2019\). Transport-related CO2 Emissions of the Tourism Sector – Modelling Results.](#)
- [19] [OECD \(2022\). OECD Economic Surveys: Switzerland 2022. S. 42-44.](#)
- [20] [wbcsd \(2023\). The EU Digital Product Passport.](#)
- [21] [Bauen Digital Schweiz \(2024\). Whitepaper Digital product passport.](#)